



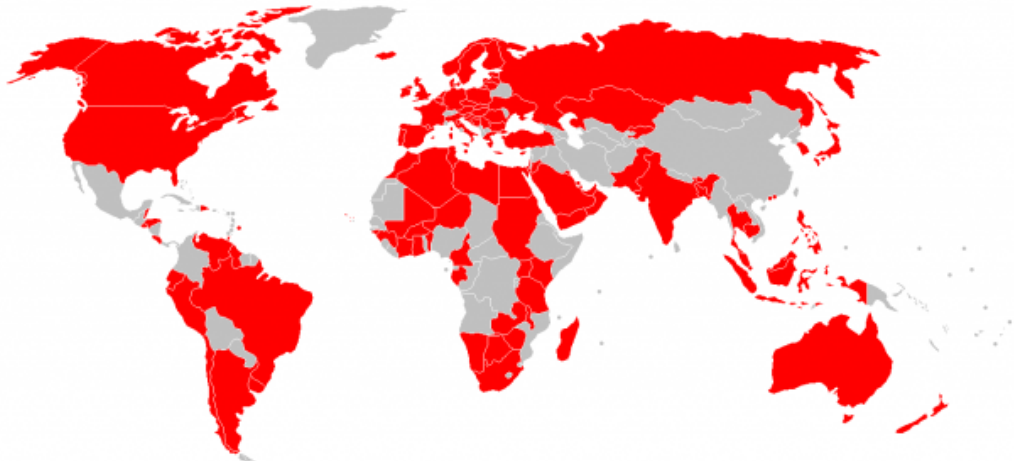
08.060

Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre.
Initiative populaire

**ARGUMENTAIRES
POUR**

OUI a l'initiative populaire pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre le 29 novembre 2009
<http://www.materieldeguerre.ch>

Arrêter le commerce de la mort



■ Schweizer Kriegsmaterial-Exporte 1998-2008 (Quelle: seco)

Une solution propre pour un sale business

Les armes militaires ne sont pas un produit comme les autres. Elles sont fabriquées pour tuer des gens. Le plus grand nombre possible, le plus efficacement possible. Malgré son statut de pays neutre, la Suisse participe activement à ce sale commerce, et les scandales révélant l'usage d'armements suisses contre les populations civiles se répètent continuellement.

En 2008, la Suisse a exporté du matériel de guerre pour la valeur record de 722 millions de francs, dans 72 pays. La Pakistan, pays en proie à d'importants conflits armés, arrivait en première position en important pour Frs. 110 million d'armes suisses. Pourtant, la suisse ne dépend pas économiquement de ce commerce, qui représente moins de 0.5% du total des biens exportés.

Les ventes d'armes sont toujours problématiques, soit parce qu'elles permettent de graves violations des droits de l'homme, soit parce qu'elles accaparent des ressources qui manquent souvent pour le secteur civil, notamment dans les pays les plus pauvres. En tirant profit de ce marché juteux et opaque, la Suisse sape sa politique de développement et de paix.

La « guerre contre le terrorisme » nous a rappelé, si besoin était, que même les démocraties occidentales sont prêtes à enfreindre le droit international lorsque des intérêts économique-stratégiques sont en jeu. La fin de la Guerre-froide laissait espérer une démilitarisation du monde. Cependant, avec les attentats du 11 septembre 2001, on assiste à une vague de

militarisation et d'insécurité. Les dépenses militaires mondiales ont dépassé en 2008 les 1400 milliards de dollars!

La Suisse ne peut-elle pas contribuer de manière plus efficace au développement durable et à la paix dans le monde, qu'en alimentant la spirale du réarmement?

Les fabricants d'armes suisses

En Suisse il existe 4 grands producteurs de matériel de guerre. Tous exportent dans des régions en conflit.

Pilatus: des bombes contre les civils

Les usines Pilatus à Stans produisent, parallèlement aux jets privés civils, des avions légers militaires. Officiellement, ces engins sont utilisés pour les entraînements. L'initiative pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre veut interdire la livraison de ces avions militaires, qui finissent encore et toujours par être utilisés lors de combats. Les avions militaires Pilatus sont particulièrement utilisés pour lutter contre des soulèvements populaires. Le scandale le plus récent est celui de la livraison par la Suisse d'avions PC-9 au **Tchad**, où le régime en place n'a pas tardé à utiliser ces avions pour bombarder des populations en fuite avec des **bombes à fragmentation**. Au Chiapas également, des villages ont été bombardés par les avions Pilatus par l'armée mexicaine, faisant plusieurs centaines de victimes. Sur cette liste macabre se trouvent également la **Birmanie**, le **Guatemala** et l'**Angola**. Même les attaques au gaz toxiques de Saddam Hussein sur les kurdes d'**Irak** du Nord ont été réalisées à l'aide d'avions Pilatus.



Avion Pilatus équipé de bombes, au Tchad. Photo: émission 10vor10 (SF)

MOWAG: des blindés pour des dictateurs

En vedette des exportations de la firme Mowag à Kreuzlingen figurent les blindés sur roues de type Piranha. Ils sont actuellement utilisés par les troupes de l'OTAN en **Afghanistan**. Ceux-là aussi sont très prisés des **régimes autoritaires** qui les emploient pour réprimer l'opposition par la violence. La Mowag entretenait des relations particulièrement étroites

avec le général putschiste chilien Augusto Pinochet, qui fut encore invité dans les années '90 par le chef de la Mowag pour une visite amicale secrète en Suisse.

Afin de contourner la réglementation suisse déjà notoirement insuffisante, la Mowag n'a pas tardé à faire fabriquer ses blindés **sous licence** à l'étranger.



Blindé Mowag en Afghanistan. Photo: char danois

Oerlikon Contraves: des canons anti-aérien en Iran

Oerlikon-Contraves, est une filiale du tristement célèbre consortium Oerlikon-Bührle. Elle fabrique entre autres de l'**artillerie pour la défense antiaérienne** et des munitions de calibre moyen. Outre la Chine et le Pakistan, elle a aussi équipé l'Iran. La firme appartient désormais au groupe allemand **Rheinmetall Air Defence**. Cette acquisition correspond à une tendance générale: la Mowag est devenue la propriété du consortium américain General Dynamics et d'autres entreprises d'armement ont également été achetées par des multinationales pour qui la guerre est en premier lieu une affaire profitable.



Canons antiaérien de Rheinmetall à Natanz, Iran, où se trouve une installation d'enrichissement d'uranium. Photo: Hamed Saber

RUAG: l'armurerie de la Confédération

La Ruag est la propriété de la Confédération à 100%. Elle est entre autres la plus grande productrice de **munitions pour armes de petit calibre** en Europe. Ces armes à feu de petit calibre sont à vrai dire des armes de destruction massive: environ 1'000 victimes meurent chaque jour sous les balles des quelque 650 millions d'armes de petit calibre (source: [International Action Network on Small Arms](#)), montrant ainsi que guerre, violence domestique et crime organisé opèrent souvent main dans la main. Les victimes se comptent particulièrement chez les femmes et les enfants.

L'armurerie de la Confédération ne rechigne pas non plus à produire des **bombes à fragmentation**. Il s'agit là de grenades qui éclatent en plein vol en une multitude de petits fragments - «comme un orage de grêle», écrit la Ruag dans sa propre publicité. Quelques-uns des fragments restent au sol sans exploser et ont le même effet que des mines anti-personnelles: ils mettent encore en danger pendant des années la population civile, particulièrement les enfants qui jouent.

La Ruag fabrique aussi, sur la base de plans israéliens, des petits avions sans pilotes: les **drones**. Aujourd'hui, ces appareils servent avant tout à des missions de surveillance, par exemple pour déterminer les prochaines cibles d'«homicides extra-judiciaires» dans les territoires palestiniens. En collaboration avec le consortium européen EADS, la Ruag développe aussi des drones qui pourront être équipés et engagés comme avions de combat.



Lanceur anti-char, photomontage publicitaire de Ruag

La Ruag se distingue par sa présence en **Irak**. Peu après le début de la guerre, cette firme a livré aux Etats-Unis, entre autres, des fusées de type Maverick et des pièces pour avions de combat. Les grenades à main des troupes britanniques proviennent aussi de la firme suisse. Selon la revue militaire états-unienne «Army Times» les insurgés irakiens disposeraient entre-temps eux aussi de fusées anti-chars de la Ruag.

Rebuts de matériel de guerre de l'armée

Au lieu de mettre à la casse son matériel «usagé» et toujours en trop grand nombre, l'armée suisse persiste à chercher un repreneur. Comme les autres pays industrialisés ne s'intéressent pas à du matériel de guerre obsolète (mais encore performant), ce dernier est souvent **bradé dans des pays pauvres ou des régions en crise**.

Ces derniers temps il y a eu divers **scandales** autour de l'exportation de matériel usagé de l'armée. En été 2005, on a appris que les Emirats Arabes Unis avaient illégalement revendu au Maroc des obusiers blindés, probablement pour être engagés sans doute dans le conflit du Sahara occidental. Cette revente constitue clairement une violation de la "Déclaration de non-réexportation". Néanmoins, la Suisse a continué de livrer du matériel de guerre aux Emirats.

La livraison prévue de vieux blindés à l'Irak a été revue et bloquée suite à la pression populaire et politique. Pourtant, le 10 mars 2006, le Conseil fédéral a trouvé une **nouvelle échappatoire** pour des affaires malsaines. Dorénavant, le vieux matériel de l'armée sera renvoyé dans le pays d'origine, sans conditions concernant la destination finale. La transaction avec l'Irak momentanément suspendue peut être ainsi menée à bonne fin via les Etats-Unis.

Destinations controversées des armes suisses

Exportations de matériel de guerre vers des régions en conflit

En 2008, la Suisse a exporté du matériel de guerre dans 72 pays, pour un montant total de 722 millions de francs. Le plus gros client était le Pakistan, malgré les combats faisant rage dans la vallée de Swat. Israël a aussi pu importer des armes suisses, alors que le conflit du Moyen-Orient est loin d'être résolu et que de nouvelles opérations militaires ont provoqué d'innombrables victimes civiles.

Des armes pour les États tortionnaires

La Suisse a aussi exporté des armes vers des États dans lesquels les violations des droits de l'homme sont monnaie courante. Ainsi l'Arabie Saoudite, coupable de violations graves et répétées des droits humains, est le principal importateur de matériel de guerre suisse au premier semestre 2009. En autorisant de telles exportations à des régimes tortionnaires et engagés dans des conflits, le Conseil fédéral remet en question la tradition humanitaire de la Suisse. Dans les cas de doute quant à l'utilisation possible de ces armes pour violer les droits humains, la précaution minimum voudrait qu'il interdise les exportations dans des régions sensibles.

Des pays en développement comme clients

Le gouvernement continue d'autoriser l'exportation de matériel de guerre vers des pays ayant de faibles ressources économiques. Sous le prétexte d'une pratique « neutre », le

Conseil fédéral permet trop souvent de fournir en armes les deux parties au même conflit. Les intérêts du *lobby* de l'armement pèsent semble-t-il plus lourd en Suisse que les droits de l'homme et la démocratie.

Carte interactive

Sous le lien maps.kriegsmaterial.ch, vous trouverez une carte du monde indiquant les destinations et contenus des livraisons controversées (allemand).



Rapport de la Commission de gestion de novembre 2006

La commission de gestion du Conseil national a étudié en 2006 la conformité avec la loi de quatre autorisations d'exportation que le Conseil fédéral avait délivrées en été 2005. Dans son rapport, elle critique sévèrement le Conseil fédéral pour ces quatre décisions (Exportations vers l'Inde, le Pakistan, l'Irak et la Corée du Sud). (cf. [Rapport de la CdG](#)).

Egypte

L'Egypte a acquis ces dernières années du matériel de guerre en provenance de la Suisse comme pour les montants suivants (CHF) :

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1'008'905	297'476	1'197'207	157'100	924'610	1'494'442	3'226'797	1'066'229	30'960

Pakistan

Le Pakistan a acquis ces dernières années du matériel de guerre en provenance de la Suisse pour les montants suivants:

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
112'935	457'225	-	5'800	-	-	-	37'532'077	109'844'910

Déjà en été 2005, le Conseil fédéral avait voulu vendre des vieux chars de grenadiers M113 au Pakistan. Il avait déclaré que ces véhicules servaient les troupes de l'ONU au Pakistan (cf. [communiqué de presse du SECO du 30 juin 2005](#)), mais des doutes à ce sujet étaient permis.

Cette transaction ne vit toutefois jamais le jour. La Commission de gestion du Conseil national (voir ci-dessus) examina cette affaire et parvint à la conclusion que « l'appréciation globale de la situation au Pakistan dans les trois domaines en question (conflit au Cashmere, situation des droits de l'homme, coopération au développement) parle en défaveur d'une exportation de matériel de guerre vers ce pays. » (cf. [Rapport de la CdG](#), p. 13).

Malgré cette critique, le Conseil fédéral a autorisé un mois plus tard d'autres livraisons de matériel de guerre au Pakistan (soit: 21 systèmes de défense aérienne, munitions comprises; cf. [communiqué de presse du SECO du 15 déc. 2006](#)). A la fin 2007, le Conseil fédéral a suspendu la transaction avec le Pakistan, après que la situation s'y soit dramatiquement détériorée. (cf. [communiqué de presse du SECO du 14 nov. 2007](#)). Mais le CF autorisa à nouveau les livraisons en avril 2008 déjà! (cf. [communiqué de presse du SECO du 3 avril 2008](#)).

L'Inde

L'Inde a acquis ces dernières années du matériel de guerre en provenance de la Suisse pour les montants suivants :

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
-	130'437	-	-	-	291'604	3'104'643	2'067'266	2'686'226

En été 2005, le Conseil fédéral a répondu à une demande préalable concernant la distribution de licences de production des systèmes de défense aérienne et la livraison partielle des pièces de montages correspondantes. Le 25 juillet 2005, il a définitivement autorisé cette transaction. La commission de gestion a cependant critiqué dans son rapport cette décision. (cf. [Rapport de la CdG](#), p. 13).

Malgré les doutes de la Commission, particulièrement en ce qui concerne la situation des droits de l'homme en Inde, le Conseil fédéral a en outre accepté, près d'un mois après la publication du rapport de la Commission, de livrer 140 fusils d'assauts à l'Inde. (cf.

communiqué de presse du SECO du 15 déc. 2006). Le 5 novembre 2008, le Conseil fédéral a autorisé une nouvelle livraison de fusils d'assauts en Inde. (cf. communiqué de presse du SECO du 5 nov. 2008).

Arabie Saoudite

L'Arabie Saoudite a obtenu ces dernières années du matériel de guerre en provenance de la Suisse pour les montants suivants :

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
311'998	510'646	367'684	4'829'011	2'391'410	3'548'405	1'733'221	485'294	32'108'081

Entre 2000 et 2006, la Suisse a exporté diverses sortes de matériel de guerre vers l'Arabie Saoudite, principalement des armes de petit calibre, des systèmes d'armement de gros calibre et les munitions allant avec, ainsi que du matériel appartenant à la catégorie des chars et véhicules blindés (2003).

En décembre 2006, le Conseil fédéral a autorisé la livraison de système de défense aérienne en Arabie Saoudite. En mai 2007, il a autorisé l'exportation de 100 pistolets-mitrailleurs et d'accessoires d'armes (cf. communiqué de presse du SECO du 25 juin 2008) . En octobre 2008, le Conseil fédéral a permis une nouvelle livraison similaire (cf. communiqué de presse du SECO du 15 oct. 2008).

Les Emirats Arabes Unis

La Suisse a livré aux Émirats Arabes Unis de vieux chars obusiers de l'armée Suisse (2003/2004). Au début septembre 2005, les médias révélaient que les EAU avaient revendu de façon illégale ces obusiers au Maroc. Ils souhaitent également revendre à l'Irak les vieux chars grenadiers M113 que le Conseil fédéral voulait leur livrer en été 2005.

En février 2006, on apprenait que la RUAG était en contact avec les Émirats concernant la livraison de grenades anti-chars. Et ce, malgré que le Conseil fédéral ne voulait plus accepter d'exportations d'armes en raison de la rupture de contrat. Mais on apprit en juin que la suspension des exportations devrait être levé.

Armes en Irak?

A la fin août 2007, il est apparu que les chars grenadiers de la MOWAG, commandés par la Roumanie, étaient prévus pour une utilisation en Irak. (cf. 10VOR10 vom 30.8.2007).

Plus d'information: [statistiques du Seco](#) sur les exportations de matériel de guerre.

Quelles sont les conséquences de ces exportations?



Les armes laissent des traces

Les exportations d'armes permettent l'escalade de conflits latents, prolongent les guerres et favorisent la résurgences des conflits armés. Elles affectent les populations civiles et l'environnement.

Malgré l'impact négatif de la violence armée sur le développement, on retrouve des armes suisses même dans les pays où la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) ainsi que d'autres organisations suisses ont justement des programmes de développement et de prévention des conflits.

Les armes ne disparaissent pas avec la fin des hostilités. Leur « durée de vie » se compte souvent en décennies et rien ne garantit qu'elles ne seront pas réutilisées sur place ou transférées vers d'autres régions en crise. Ainsi, Amnesty International a révélé que des marchands d'armes suisses furent impliqués dans des livraisons douteuses de la Bosnie à l'Irak.



Les armes légères sont particulièrement nuisibles dans les sociétés traumatisées par la guerre, où elles restent facilement accessibles et sont souvent utilisées dans les violences domestiques. Les femmes et les jeunes filles en sont les premières victimes. C'est le cas dans des zones post-conflit comme la Bosnie et le Rwanda, mais aussi aux États-Unis, lorsque les soldats abrutis par le drill et les combats rentrent chez eux. Aux USA, le risque pour une femme d'être tuée par un acte de violence domestique lorsque le ménage possède une arme à feu augmente de 272% (source: [Amnesty International](#)). En exportant des armes, la Suisse viole potentiellement les droits des femmes.

Les armes légères sont les véritables armes de destruction massive à notre époque: elles tuent 1000 personnes par jour dans le monde et en blessent gravement 3000 autres. La RUAG est le plus grand exportateur européen de munitions militaires de petit calibre (source: [Oxfam](#)).



En vendant des armes, la Suisse encourage les régimes à fixer de mauvaises priorités budgétaires. Par exemple, en exportant des armes à Oman, un pays qui consacre plus d'argent à son armée qu'à la santé et l'éducation réunies! En 2004, les dépenses militaires mondiales ont dépassé les 1'000 milliards de dollars (aujourd'hui elles ont doublé par rapport à 1998), alors que selon la Banque mondiale, 40 à 60 milliards annuels manquent pour atteindre les Objectif du millénaire pour le développement et réduire de moitié la pauvreté dans le monde!

Arguments des opposants

«L'interdiction d'exporter signifie la fin de l'industrie suisse d'armement, ce qui met en danger notre autonomie militaire.»

Sur les quatre principaux fabricants suisses d'armes militaires, deux appartiennent déjà à des groupes étrangers (Oerlikon Contraves est maintenant entre les mains du groupe allemand Rheinmetall et Mowag est depuis longtemps propriété de l'américain General Dynamics), alors que la RUAG s'internationalise en rachetant des usines dans toute l'Europe. L'industrie suisse d'armement n'est donc plus vraiment « suisse ». De plus, la Suisse achète déjà la majeure partie de son équipement à l'étranger. En cas de guerre, elle serait de toute façon dépendante de l'extérieur, ne serait-ce que pour les denrées alimentaires ou les matières premières.

« Comparée à d'autres pays, la Suisse n'exporte pas beaucoup de matériel de guerre. Et si elle arrête, les autres continueront de toute façon. »

C'est justement parce que son économie ne souffrirait guère de l'interdiction d'exporter des armes, que la Suisse se trouve en bonne position pour monter l'exemple et lancer le mouvement. C'est grâce au premier pas fait par le Canada que les mines anti-personnelles ont été interdites. C'est possible d'aller plus loin, comme le montre l'interdiction des bombes à sous-munitions. Par ailleurs, si on faisait tout ce qui est répréhensible sous le simple prétexte que « si ce n'est pas nous d'autres le feront », le monde irait certainement encore plus mal!



« Interdire les exportations d'armes, c'est nous priver d'un important instrument de la politique de sécurité. »

Les armes ne créent pas la sécurité mais augmentent les risques de conflits armés et le nombre de victimes. Contrairement aux soldats déployés à l'étranger, les armes vendues ne peuvent être rapatriées, même si leur pays les ayant acquises menace la paix et viole les droits de l'homme. On ne peut donc garantir que les armes exportées par la Suisse ne menaceront pas sa propre sécurité ou ses intérêts supposés.